

UNIVERSITÉ PARIS 7 DENIS DIDEROT

UFR GHSS

LICENCE SES - 1^e année

Introduction à l'analyse économique

Cours de Christophe DARMANGEAT

Travaux dirigés - dossier n°3

Contenu du dossier :

1. *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations* (Adam SMITH), 1776, Introduction générale et Livre 1, ch. 1 (extraits)
2. *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations* (Adam SMITH), 1776, Livre II, ch. 3 (extraits)
3. *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations* (Adam SMITH), 1776, Livre IV, ch. 2 (extraits)
4. *Des principes de l'économie politique et de l'impôt* (David RICARDO), 1817, ch. 1 (extraits)
5. *Des principes de l'économie politique et de l'impôt* (David RICARDO), 1817, ch. 4 (extraits)
6. «*L'économie classique*» (Jacques BONCOEUR), *Cahiers français*, n°280, mars-avril, La Documentation Française (p. 16-18).
7. «*Le développement durable est-il soutenable ?* » (Jacques GENEREUX), *Alternatives économiques* n°6, sept. 2002.

Texte 1 - Adam SMITH

Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations (1776)

Introduction et plan de l'ouvrage

Le Travail annuel d'une nation est le fonds primitif qui fournit à sa consommation annuelle toutes les choses nécessaires et commodes à la vie; et ces choses sont toujours ou le produit immédiat de ce travail, ou achetées des autres nations avec ce produit.

Ainsi, selon que ce produit, ou ce qui est acheté avec ce produit, se trouvera être dans une proportion plus ou moins grande avec le nombre des consommateurs, la nation sera plus ou moins bien pourvue de toutes les choses nécessaires ou commodes dont elle éprouvera le besoin.

Or, dans toute nation, deux circonstances différentes déterminent cette proportion. Premièrement, l'habileté, la dextérité et l'intelligence qu'on y apporte généralement dans l'application du travail; deuxièmement, la proportion qui s'y trouve entre le nombre de ceux qui sont occupés à un travail utile et le nombre de ceux qui ne le sont pas. Ainsi, quels que puissent être le sol, le climat et l'étendue du territoire d'une nation, nécessairement l'abondance ou la disette de son approvisionnement annuel, relativement à sa situation particulière, dépendra de ces deux circonstances.

L'abondance ou l'insuffisance de cet approvisionnement dépend plus de la première de ces deux circonstances que de la seconde. Chez les nations sauvages qui vivent de la chasse et de la pêche, tout individu en état de travailler est plus ou moins occupé à un travail utile, et tâche de pourvoir, du mieux qu'il peut, à ses besoins et à ceux des individus de sa famille ou de sa tribu qui sont trop jeunes, trop vieux ou trop infirmes pour aller à la chasse ou à la pêche. Ces nations sont cependant dans un état de pauvreté suffisant pour les réduire souvent, ou du moins pour qu'elles se croient réduites, à la nécessité tantôt de détruire elles-mêmes leurs enfants, leurs vieillards et leurs malades, tantôt de les abandonner aux horreurs de la faim ou à la dent des bêtes féroces. Au contraire, chez les nations

civilisées et en progrès, quoiqu'il y ait un grand nombre de gens tout à fait oisifs et beaucoup d'entre eux qui consomment un produit de travail décuple et souvent centuple de ce que consomme la plus grande partie des travailleurs, cependant la somme du produit du travail de la société est si grande, que tout le monde y est souvent pourvu avec abondance, et que l'ouvrier, même de la classe la plus basse et la plus pauvre, s'il est sobre et laborieux, peut jouir, en choses propres aux besoins et aux aisances de la vie d'une part bien plus grande que celle qu'aucun sauvage pourrait jamais se procurer.

Les causes qui perfectionnent ainsi le pouvoir productif du travail et l'ordre suivant lequel ses produits se distribuent naturellement entre les diverses classes de personnes dont se compose la société, feront la matière du premier livre de ces Recherches.

Quel que soit, dans une nation, l'état actuel de son habileté, de sa dextérité et de son intelligence dans l'application du travail, tant que cet état reste le même, l'abondance ou la disette de sa provision annuelle dépendra nécessairement de la proportion entre le nombre des individus employés à un travail utile, et le nombre de ceux qui ne le sont pas. Le nombre des travailleurs utiles et productifs est partout, comme on le verra par la suite, en proportion de la quantité du Capital employé à les mettre en oeuvre, et de la manière particulière dont ce capital est employé. Le second livre traite donc de la nature du capital et de la manière dont il s'accumule graduellement, ainsi que des différentes quantités de travail qu'il met en activité, selon les différentes manières dont il est employé. (...)

Livre I, ch. 1 : De la division du travail

Les plus grandes améliorations dans la puissance productive du travail, et la plus grande partie de l'habileté, de l'adresse, de l'intelligence avec laquelle il est dirigé ou appliqué, sont dues, à ce qu'il semble, à la Division du travail.

On se fera plus aisément une idée des effets de la division du travail sur l'industrie

générale de la société, si l'on observe comment ces effets opèrent dans quelques manufactures particulières. On suppose communément que cette division est portée le plus loin possible dans quelques-unes des manufactures où se fabriquent des objets de peu de valeur. Ce n'est pas peut-être que réellement elle y soit portée plus loin que dans des fabriques plus importantes; mais c'est que, dans les premières, qui sont destinées à de petits objets demandés par un petit nombre de personnes, la totalité des ouvriers qui y sont employés est nécessairement peu nombreuse, et que ceux qui sont occupés à chaque différente branche de l'ouvrage peuvent souvent être réunis dans un atelier et placés à la fois sous les yeux de l'observateur. Au contraire, dans ces grandes manufactures destinées à fournir les objets de consommation de la masse du peuple, chaque branche de l'ouvrage emploie un si grand nombre d'ouvriers, qu'il est impossible de les réunir tous dans le même atelier. On ne peut guère voir à la fois que les ouvriers employés à une seule branche de l'ouvrage. Ainsi, quoique dans ces manufactures l'ouvrage soit peut-être en réalité divisé en un plus grand nombre de parties que dans celles de la première espèce, cependant la division y est moins sensible et, par cette raison, elle y a été moins bien observée.

Prenons un exemple dans une manufacture de la plus petite importance, mais où la division du travail s'est fait souvent remarquer : une manufacture d'épingles.

Un homme qui ne serait pas façonné à ce genre d'ouvrage, dont la division du travail a fait un métier particulier, ni accoutumé à se servir des instruments qui y sont en usage, dont l'invention est probablement due encore à la division du travail, cet ouvrier, quelque adroit qu'il fût, pourrait peut-être à peine faire une épingle dans toute sa journée, et certainement il n'en ferait pas une vingtaine. Mais de la manière dont cette industrie est maintenant conduite, non seulement l'ouvrage entier forme un métier particulier, mais même cet ouvrage est divisé en un grand nombre de branches, dont la plupart constituent autant

de métiers particuliers. Un ouvrier tire le fil à la bobine, un autre le dresse, un troisième coupe la dressée, un quatrième empoigne, un cinquième est employé à émoudre le bout qui doit recevoir la tête. Cette tête est elle-même l'objet de deux ou trois opérations séparées : la frapper est une besogne particulière ; blanchir les épingles en est une autre; c'est même un métier distinct et séparé que de piquer les papiers et d'y bouter les épingles; enfin, l'important travail de faire une épingle est divisé en dix-huit opérations distinctes ou environ, lesquelles, dans certaines fabriques, sont remplies par autant de mains différentes, quoique dans d'autres le même ouvrier en remplisse deux ou trois. J'ai vu une petite manufacture de ce genre qui n'employait que dix ouvriers, et où, par conséquent, quelques-uns d'eux étaient chargés de deux ou trois opérations. Mais, quoique la fabrique fût fort pauvre et, par cette raison, mal outillée, cependant, quand ils se mettaient en train, ils venaient à bout de faire entre eux environ douze livres d'épingles par jour; or, chaque livre contient au delà de quatre mille épingles de taille moyenne. Ainsi, ces dix ouvriers pouvaient faire entre eux plus de quarante-huit milliers d'épingles dans une journée; donc, chaque ouvrier, faisant une dixième partie de ce produit, peut être considéré comme donnant dans sa journée quatre mille huit cents épingles. Mais s'ils avaient tous travaillé à part et indépendamment les uns des autres, et s'ils n'avaient pas été façonnés à cette besogne particulière, chacun d'eux assurément n'eût pas fait vingt épingles, peut-être pas une seule, dans sa journée, c'est-à-dire pas, à coup sûr, la deux-cent-quarantième partie, et pas peut-être la quatre-mille-huit-centième partie de ce qu'ils sont maintenant en état de faire, en conséquence d'une division et d'une combinaison convenables de leurs différentes opérations.

Dans tout autre art et manufacture, les effets de la division du travail sont les mêmes que ceux que nous venons d'observer dans la fabrique d'une épingle, quoique dans un grand nombre le travail ne puisse pas être aussi subdivisé ni réduit à des opérations d'une aussi grande simplicité. Toutefois, dans

chaque art, la division du travail, aussi loin qu'elle peut y être portée, amène un accroissement proportionnel dans la puissance productive du travail. C'est cet avantage qui paraît avoir donné naissance à la séparation des divers emplois et métiers.

Aussi, cette séparation est en général poussée plus loin dans les pays qui jouissent du plus haut degré de perfectionnement ; ce qui, dans une société encore un peu grossière, est l'ouvrage d'un seul homme, devient, dans une société plus avancée, la besogne de plusieurs. Dans toute société avancée, un fermier en général n'est que fermier, un fabricant n'est que fabricant. Le travail nécessaire pour produire complètement un objet manufacturé est aussi presque toujours divisé entre un grand nombre de mains. Que de métiers différents sont employés dans chaque branche des ouvrages manufacturés, de toile ou de laine, depuis l'ouvrier qui travaille à faire croître le lin et la laine, jusqu'à celui qui est employé à blanchir et à tisser la toile ou à teindre et à lustrer le drap !

Cette grande augmentation dans la quantité d'ouvrage qu'un même nombre de bras est en état de fournir, en conséquence de la division du travail, est due à trois circonstances différentes : premièrement, à un accroissement d'habileté chez chaque ouvrier individuellement; - deuxièmement, à l'épargne du temps qui se perd ordinairement quand on passe d'une espèce d'ouvrage à une autre; - et troisièmement enfin, à l'invention d'un grand nombre de machines qui facilitent et abrègent le travail, et qui permettent à un homme de remplir la tâche de plusieurs.

Premièrement, l'accroissement de l'habileté dans l'ouvrier augmente la quantité d'ouvrage qu'il peut accomplir, et la division du travail, en réduisant la tâche de chaque homme à quelque opération très simple et en faisant de cette opération la seule occupation de sa vie, lui fait acquérir nécessairement une très grande dextérité. (...)

En second lieu, l'avantage qu'on gagne à épargner le temps qui se perd communément en passant d'une sorte d'ouvrage à une autre, est beaucoup plus

grand que nous ne pourrions le penser au premier coup d'œil. Il est impossible de passer très vite d'une espèce de travail à une autre qui exige un changement de place et des outils différents. (...)

En troisième et dernier lieu, tout le monde sent combien l'emploi de machines propres à un ouvrage abrège et facilite le travail. Il est inutile d'en chercher des exemples. Je ferai remarquer seulement qu'il semble que c'est à la division du travail qu'est originairement due l'invention de toutes ces machines propres à abrèger et à faciliter le travail. (...)

Dans une société avancée, les fonctions philosophiques ou spéculatives deviennent, comme tout autre emploi, la principale ou la seule occupation d'une classe particulière de citoyens. Cette occupation, comme tout autre, est aussi subdivisée en un grand nombre de branches différentes, dont chacune occupe une classe particulière de savants, et cette subdivision du travail, dans les sciences comme en toute autre chose, tend à accroître l'habileté et à épargner du temps. Chaque individu acquiert beaucoup plus d'expérience et d'aptitude dans la branche particulière qu'il a adoptée ; il y a au total plus de travail accompli, et la somme des connaissances en est considérablement augmentée.

Questions

1. Quelle est la nature de la richesse des nations pour A. Smith?
2. Quelles « circonstances » peuvent accroître cette richesse ?
3. Qu'est-ce que la division du travail?
4. Quels sont les avantages de la division du travail ?

Texte 2 - Adam SMITH

Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations (1776)

Livre II, ch. 3 (extraits) : Du travail productif et du travail non productif, de l'accumulation du capital

Il y a une sorte de travail qui ajoute à la valeur de l'objet sur lequel il s'exerce ; il y en a un autre qui n'a pas le même effet. Le premier, produisant une valeur, peut être appelé travail productif ; le dernier, travail non productif.

Ainsi, le travail d'un ouvrier de manufacture ajoute, en général, à la valeur de la matière sur laquelle travaille cet ouvrier, la valeur de sa subsistance et du profit de son maître. Le travail d'un domestique, au contraire, n'ajoute à la valeur de rien. Quoique le premier reçoive des salaires que son maître lui avance, il ne lui coûte, dans le fait, aucune dépense, la valeur de ces salaires se retrouvant en général avec un profit de plus dans l'augmentation de valeur du sujet auquel ce travail a été appliqué. Mais la subsistance consommée par le domestique ne se trouve nulle part. Un particulier s'enrichit à employer une multitude d'ouvriers fabricants ; il s'appauvrit à entretenir une multitude de domestiques. Le travail de ceux-ci a néanmoins sa valeur, et mérite sa récompense aussi bien que celui des autres. Mais le travail de l'ouvrier se fixe et se réalise sur un sujet quelconque, ou sur une chose vénale qui dure au moins quelque temps après que le travail a cessé. C'est, pour ainsi dire, une quantité de travail amassé et mis en réserve, pour être employé, s'il est nécessaire, dans quelque autre occasion. Cet objet, ou ce qui est la même chose, le prix de cet objet peut ensuite, s'il en est besoin, mettre en activité une quantité de travail égale à celle qui l'a produit originairement. Le travail du domestique, au contraire, ne se fixe ou ne se réalise sur aucun objet, sur aucune chose qu'on puisse vendre ensuite. En général, ses services périssent à l'instant même où il les rend, et ne laissent presque jamais après eux aucune trace ou aucune valeur qui puisse servir par la suite à procurer une pareille quantité de services.

(...)

Cette partie du produit annuel de la terre et du travail d'un pays qui remplace un capital n'est jamais immédiatement employée à entretenir d'autres salariés que des salariés productifs ; elle ne paye de salaires qu'au travail productif seulement. Celle qui est destinée à former immédiatement un revenu, soit comme profit, soit comme rente, peut indifféremment entretenir des salariés productifs ou des salariés non productifs.

Toute partie de ses fonds qu'un homme emploie comme capital, il s'attend toujours qu'elle lui rentrera avec un profit. Il ne l'emploie donc qu'à entretenir des salariés productifs ; et, après avoir fait, à son égard, office de capital, cette même partie de fonds forme un revenu à ces travailleurs. Toutes les fois qu'il emploie une partie de ces mêmes fonds à entretenir des salariés non productifs, de quelque espèce que ce soit, dès ce moment cette partie se trouve retirée de son capital et versée dans le fonds réservé pour servir immédiatement à sa consommation. (...)

C'est donc la proportion existante entre la somme des capitaux et celle des revenus qui détermine partout la proportion dans laquelle se trouveront l'industrie et la fainéantise ; partout où les capitaux l'emportent, c'est l'industrie qui domine ; partout où ce sont les revenus, la fainéantise prévaut. Ainsi, toute augmentation ou diminution dans la masse des capitaux tend naturellement à augmenter ou à diminuer réellement la somme de l'industrie, le nombre des gens productifs et, par conséquent, la valeur échangeable du produit annuel des terres et du travail du pays, la richesse et le revenu réel de tous ses habitants.

Les capitaux augmentent par l'économie ; ils diminuent par la prodigalité et la mauvaise conduite.

Tout ce qu'une personne épargne sur son revenu, elle l'ajoute à son capital ; alors, ou elle l'emploie elle-même à entretenir un nombre additionnel de gens productifs, ou elle met quelque autre personne en état de le faire, en lui prêtant ce capital moyennant un intérêt, c'est-à-dire une part dans les profits.

De même que le capital d'un individu ne peut s'augmenter que par le fonds que cet individu épargne sur son revenu annuel ou sur ses gains annuels, de même le capital d'une société, lequel n'est autre chose que celui de tous les individus qui la composent, ne peut s'augmenter que par la même voie.

La cause immédiate de l'augmentation du capital, c'est l'économie, et non l'industrie. A la vérité, l'industrie fournit la matière des épargnes que fait l'économie; mais, quelques gains que fasse l'industrie, sans l'économie qui les épargne et les amasse, le capital ne serait jamais plus grand.

L'économie, en augmentant le fonds destiné à l'entretien des salariés productifs, tend à augmenter le nombre de ces salariés, dont le travail ajoute à la valeur du sujet auquel il est appliqué; elle tend donc à augmenter la valeur échangeable du produit annuel de la terre et du travail du pays; elle met en activité une quantité additionnelle d'industrie, qui donne un accroissement de valeur au produit annuel.

Ce qui est annuellement épargné est aussi régulièrement consommé que ce qui est annuellement dépensé, et il l'est aussi presque dans le même temps; mais il est consommé par une autre classe de gens. Cette portion de son revenu qu'un homme riche dépense annuellement, est le plus souvent consommée par des bouches inutiles et par des domestiques, qui ne laissent rien après eux en retour de leur consommation. La portion qu'il épargne annuellement, quand il l'emploie immédiatement en capital pour en tirer un profit, est consommée de même et presque en même temps que l'autre, mais elle l'est par une classe de gens différente, par des ouvriers, des fabricants et artisans qui reproduisent avec profit la valeur de leur consommation annuelle. (...)

Questions

1. Qu'est-ce que le travail productif? Le travail improductif?
2. Expliquez le rapport entre capital et travail productif, entre consommation et travail improductif.
3. Expliquez les propositions suivantes du texte: « Tout ce qu'une personne épargne sur son revenu, elle l'ajoute à

son capital »; « La cause immédiate de l'augmentation du capital, c'est l'économie et non l'industrie. »

4. Selon A. Smith, quel est le moteur de la croissance?

Texte 3 - Adam SMITH

Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations (1776)

Livre IV, ch. 2 (extraits): Des entraves à l'importation seulement des marchandises qui sont de nature à être produites par l'industrie

Le produit de l'industrie est ce qu'elle ajoute au sujet ou à la matière à laquelle elle s'applique. Suivant que la valeur de ce produit sera plus grande ou plus petite, les produits de celui qui met l'industrie en œuvre seront aussi plus grands ou plus petits. Or, ce n'est que dans la vue du profit qu'un homme emploie son capital à faire valoir l'industrie et, par conséquent, il tâchera toujours d'employer son capital à faire valoir le genre d'industrie dont le produit promettra la plus grande valeur, ou dont on pourra espérer le plus d'argent ou d'autres marchandises en échange.

Mais le revenu annuel de toute société est toujours précisément égal à la valeur échangeable de tout le produit annuel de son industrie, ou plutôt c'est précisément la même chose que cette valeur échangeable. Par conséquent, puisque chaque individu tâche, le plus qu'il peut, 1^o d'employer son capital à faire valoir l'industrie nationale, et - 2^o de diriger cette industrie de manière à lui faire produire la plus grande valeur possible, chaque individu travaille nécessairement à rendre aussi grand que possible le revenu annuel de la société. A la vérité, son intention, en général, n'est pas en cela de servir l'intérêt public, et il ne sait même pas jusqu'à quel point il peut être utile à la société. En préférant le succès de l'industrie nationale à celui de l'industrie étrangère, il ne pense qu'à se donner personnellement une plus grande sûreté; et en dirigeant cette industrie de manière à ce que son produit ait le plus de valeur possible, il ne pense qu'à son propre gain; en cela, comme dans

beaucoup d'autres cas, il est conduit par une main invisible à remplir une fin qui n'entre nullement dans ses intentions ; et ce n'est pas toujours ce qu'il y a de plus mal pour la société, que cette fin n'entre pour rien dans ses intentions. Tout en ne cherchant que son intérêt personnel, il travaille souvent d'une manière bien plus efficace pour l'intérêt de la société, que s'il avait réellement pour but d'y travailler. je n'ai jamais vu que ceux qui aspiraient, dans leurs entreprises de commerce, à travailler pour le bien général, aient fait beaucoup de bonnes choses. Il est vrai que cette belle passion n'est pas très commune parmi les marchands, et qu'il ne faudrait pas de longs discours pour les en guérir.

Quant à la question de savoir quelle est l'espèce d'industrie nationale que son capital peut mettre en œuvre, et de laquelle le produit promet de valoir davantage, il est évident que chaque individu, dans sa position particulière, est beaucoup mieux à même d'en juger qu'aucun homme d'État ou législateur ne pourra le faire pour lui. L'homme d'État qui chercherait à diriger les particuliers dans la route qu'ils ont à tenir pour l'emploi de leurs capitaux, non seulement s'embarrasserait du soin le plus inutile, mais encore il s'arrogerait une autorité qu'il ne serait pas sage de confier, je ne dis pas à un individu, mais à un conseil ou à un sénat, quel qu'il pût être; autorité qui ne pourrait jamais être plus dangereusement placée que dans les mains de l'homme assez insensé et assez présomptueux pour se croire capable de l'exercer. (...)

Questions

1. Comment Smith opère-t-il le passage du niveau microéconomique (intérêts particuliers) au niveau macroéconomique (intérêt général) ?
2. Sur quoi se fonde la supériorité de la liberté des individus sur l'autorité de l'Etat quant à l'affectation du capital disponible ?
3. Quel sens faut-il donner à la célèbre métaphore de la « main invisible » ?

Texte 4 - David RICARDO

Des principes de l'économie politique et de l'impôt (1817)

ch. 1 (extraits) - De la valeur

Section 1

La valeur d'une marchandise, ou la quantité de toute autre marchandise contre laquelle elle s'échange, dépend de la quantité relative de travail nécessaire pour la produire et non de la rémunération plus ou moins forte accordée à l'ouvrier.

Adam Smith a remarqué que le mot Valeur a deux significations différentes, et exprime, tantôt l'utilité d'un objet quelconque, tantôt la faculté que cet objet transmet à celui qui le possède, d'acheter d'autres marchandises. Dans un cas la valeur prend le nom de valeur en usage ou d'utilité: dans l'autre celui de valeur en échange. «Les choses, dit encore Adam Smith, qui ont le plus de valeur d'utilité n'ont souvent que fort peu ou point de valeur échangeable ; tandis que celles qui ont le plus de faveur échangeable ont fort peu ou point de valeur d'utilité. » L'eau et l'air, dont l'utilité est si grande, et qui sont même indispensables à l'existence de l'homme, ne peuvent cependant, dans les cas ordinaires, être donnés en échange pour d'autres objets. L'or, au contraire, si peu utile en comparaison de l'air ou de l'eau, peut être échangé contre une grande quantité de marchandises .

Ce n'est donc pas l'utilité qui est la mesure de la valeur échangeable, quoiqu'elle lui soit absolument essentielle. Si un objet n'était d'aucune utilités, ou, en d'autres termes, si nous ne pouvions le faire servir à nos jouissances, ou en tirer quelque avantage, il ne posséderait aucune valeur échangeable, quelle que fit d'ailleurs sa rareté, ou quantité de travail nécessaire pour l'acquérir.

Les choses, une fois qu'elles sont reconnues utiles par elles-mêmes, tirent leur valeur échangeable de deux sources, de leur rareté, et de la quantité de travail nécessaire pour les acquérir.

Il y a des choses dont la valeur ne dépend que de leur rareté. Nul travail ne pouvant en augmenter la quantité, leur valeur ne peut baisser par suite d'une plus

grande abondance. Tels sont les tableaux précieux, les statues, les livres et les médailles rares, les vins d'une qualité exquisite, qu'on ne peut tirer que de certains terroirs très-peu étendus, et dont il n'y a par conséquent qu'une quantité très-bornée, enfin, une foule d'autres objets de même nature, dont la valeur est entièrement indépendante de la quantité de travail qui a été nécessaire à leur production première.

Cette valeur dépend uniquement de la fortune, des goûts et du caprice de ceux qui ont envie de posséder de tels objets.

Ils ne forment cependant qu'une très-petite partie des marchandises qu'on échange journellement. Le plus grand nombre des objets que l'on désire posséder étant le fruit de l'industrie, on peut les multiplier, non-seulement dans un pays, mais dans plusieurs, à un degré auquel il est presque impossible d'assigner des bornes, toutes les fois qu'on voudra y consacrer l'industrie nécessaire pour les créer.

Quand donc nous parlons des marchandises, de leur valeur échangeable, et des principes qui règlent leurs prix relatifs, nous n'avons en vue que celles de ces marchandises dont la quantité peut s'accroître par l'industrie de l'homme, dont la production est encouragée par la concurrence, et n'est contrariée par aucune entrave.

Dans l'enfance des sociétés la valeur échangeable des choses, ou la règle qui fixe la quantité que l'on doit donner d'un objet pour un autre, ne dépend que de la quantité comparative de travail qui a été employée à la production de chacun d'eux.

« Le prix réel de chaque chose, dit Adam Smith, ce qu'elle coûte réellement à la personne qui a besoin de l'acquérir, est l'équivalent de la peine et de l'embarras qu'il a fallu pour l'acquérir. Ce que chaque chose vaut réellement pour celui qui l'a acquise, et qui cherche à en disposer, ou à l'échanger pour quelque autre objet, c'est la peine et l'embarras que cette chose peut lui épargner, et qu'elle a le pouvoir de rejeter sur d'autres personnes. Le travail a été le premier prix, la monnaie primitive avec laquelle tout a été payé ». Et dans un autre endroit il ajoute : « Dans cet état grossier des sociétés

naissantes, qui précède l'accumulation des capitaux, et l'appropriation des terres, le rapport entre la quantité de travail nécessaire pour acquérir chaque objet paraît la seule donnée qui puisse conduire à poser une règle pour l'échange des uns contre les autres. Par exemple, si dans une nation de chasseurs il en coûte ordinairement deux fois autant de travail pour tuer un castor que pour tuer un daim, on donnera naturellement deux daims pour un castor, ou, en d'autres termes, un castor vaudra deux daims. Il est tout simple que ce qui est d'ordinaire le produit de deux journées ou de deux heures de travail, vaille le double de ce qui n'exige ordinairement qu'un jour ou une heure de travail. »

Il importe essentiellement en économie politique de savoir si telle est en réalité la base de la valeur échangeable de toutes les choses, excepté de celles que l'industrie des hommes ne peut multiplier à volonté ; car il n'est point de source d'où aient découlé autant d'erreurs, autant d'opinions diverses, que du sens vague et peu précis qu'on attache au mot valeur.

Si c'est la quantité de travail fixée dans une chose, qui règle sa valeur échangeable, il s'ensuit que toute augmentation dans la quantité de ce travail doit nécessairement augmenter la valeur de l'objet auquel il a été employé ; et de même que toute diminution du même travail doit en diminuer le prix. (...)

Section 2

La rémunération accordée à l'ouvrier varie suivant la nature du travail, mais ce n'est pas là une des causes qui font varier la valeur relative des différentes marchandises.

Cependant, quoique je considère le travail comme la source de toute valeur, et sa quantité relative comme la mesure qui règle presque exclusivement la valeur relative des marchandises, il ne faut pas croire que je n'aie pas fait attention aux différentes espèces de travail et à la difficulté de comparer celui d'une heure ou d'un jour consacré à un certain genre d'industrie, avec un travail de la même durée consacré à une autre production. La valeur de chaque espèce de travail est bientôt fixée, et elle l'est avec assez de précision pour satisfaire aux

nécessités de la pratique : elle dépend beaucoup de la dextérité comparative de l'ouvrier, et de l'activité avec laquelle il a travaillé. L'échelle comparative une fois établie, elle n'est sujette qu'à peu de variations. Si la journée d'un ouvrier en bijouterie vaut plus que celle d'un ouvrier ordinaire, cette proportion reconnue et déterminée depuis longtemps conserve sa place dans l'échelle des valeurs.

En comparant donc la valeur d'un même objet à des époques différentes, on peut se dispenser d'avoir égard à l'habileté et à l'activité comparatives de l'ouvrier, car elles influent également aux deux époques. Des travaux de la même nature exécutés dans différents temps se comparent entre eux ; et si un dixième, un cinquième ou un quart a été ajouté ou ôté à leur prix, il en résultera un effet proportionné dans la valeur relative de l'objet. Si une pièce de drap valant actuellement deux pièces de toile, venait à valoir dans dix ans quatre pièces de toile, nous serions fondés à conclure en toute sécurité qu'il faut plus de travail pour fabriquer le drap, ou qu'il en faut moins pour faire de la toile, ou même que ces deux causes ont agi en même temps.

Section 3

La valeur des marchandises se trouve modifiée, non-seulement par le travail immédiatement appliqué à leur production, mais encore par le travail consacré aux outils, aux machines, aux bâtiments qui servent à les créer.

Même dans cet état primitif des sociétés dont il est question dans Adam Smith, le chasseur sauvage a besoin d'un capital quelconque, créé peut-être par lui-même et qui lui permette de tuer le gibier. S'il n'avait aucune espèce d'arme offensive, comment tuerait-il un castor ou un daim ? La valeur de ces animaux se composerait donc d'abord du temps et du travail employés à leur destruction, et ensuite du temps et du travail nécessaires au chasseur pour acquérir son capital, c'est-à-dire l'arme dont il s'est servi.

Supposons que l'arme propre à tuer le castor exige, pour sa fabrication, beaucoup plus de travail que celle qui suffit pour tuer le daim, en raison de la difficulté plus grande

d'approcher du premier de ces animaux, et de la nécessité d'être par conséquent muni d'une arme propre à porter un coup assuré. Dans ce cas, il est probable qu'un castor vaudra plus que deux daims, précisément parce que, tout considéré, il faudra plus de travail pour tuer le premier.

Tous les instruments nécessaires pour tuer les castors et les daims pourraient aussi n'appartenir qu'à une seule classe d'hommes, une autre classe se chargeant du travail de la chasse ; mais leur prix comparatif serait toujours proportionné au travail employé, soit pour se procurer le capital, soit pour tuer ces animaux. Que les capitaux fussent abondants ou rares par rapport au travail ; qu'il y eût abondance ou disette des aliments et autres objets de première nécessité, les personnes qui auraient consacré une valeur égale de capital à un de ces deux emplois, pourraient retirer une moitié, un quart, ou un huitième du produit, le reste servant de salaire à ceux qui auraient fourni leur travail. Mais cette division d'intérêts ne saurait affecter la valeur réelle des produits ; en effet, soit que les profits du capital s'élèvent à cinquante, à vingt, ou à dix pour cent, soit que les salaires des ouvriers s'élèvent ou s'abaissent, l'effet en sera le même dans les deux emplois différents.

Qu'on suppose les occupations de la société plus étendues, en sorte que les uns fournissent les canots, les filets et les appareils nécessaires à la pêche ; et les autres, les semences et les instruments grossiers dont on se sert en commençant une culture : il sera toujours vrai de dire cependant que la valeur échangeable des objets produits est proportionnée au travail employé à leur production, et je ne dis pas seulement à leur production immédiate, mais encore à la fabrication des instruments et machines nécessaires à l'industrie qui les produit.

Si nous envisageons un état de société encore plus avancé, où les arts et le commerce fleurissent, nous verrons que c'est toujours le même principe qui détermine les variations dans la valeur des marchandises. En estimant, par exemple, la valeur échangeable des bas de coton, nous verrons

qu'elle dépend de la totalité du travail nécessaire pour les fabriquer et les porter au marché. Il y a d'abord le travail nécessaire à la culture de la terre où l'on a récolté le coton brut; puis celui qui a servi à le transporter dans le pays où l'on doit fabriquer les bas, - ce qui comprend une partie du travail employé à la construction du navire qui doit porter le coton, et qui est payé dans le fret des marchandises. Puis, vient le travail du fileur et du tisserand, et une partie de celui de l'ingénieur, du serrurier, du charpentier, qui a construit les bâtiments et les machines ; enfin les services du détaillant et de plusieurs autres personnes qu'il serait inutile d'énumérer. La somme totale de toutes ces sortes de travaux détermine la quantité des divers objets qui doit être échangée contre ces bas ; et une pareille estimation de tout le travail employé à la production de ces objets eux-mêmes, réglera également la quantité qui doit en être donnée pour les bas.

Pour nous convaincre que c'est là le fondement réel de toute valeur échangeable, supposons qu'il ait été fait un perfectionnement qui abrège le travail dans une des différentes opérations que le coton brut doit subir, avant que des bas de coton puissent être apportés au marché pour être échangés contre d'autres objets ; et observons quels en seraient les effets. S'il fallait effectivement moins de bras pour cultiver le coton et pour le récolter ; si l'on employait moins de matelots pour manœuvrer, ou moins de charpentiers pour construire le navire qui doit nous le porter ; si moins de personnes étaient employées à construire les bâtiments et les machines ; ou si après leur construction on en augmentait la puissance, les bas baisseraient infailliblement de prix, et par conséquent on ne pourrait plus les échanger que pour une moindre quantité d'autres objets. Ils baisseraient de prix, parce qu'une moindre portion de travail suffirait pour les produire, et ils ne pourraient plus être donnés en échange que pour une quantité moindre d'articles dans la fabrication desquels il ne se serait point opéré une pareille économie de main d'œuvre.

Questions

1. Explicitez la distinction entre valeur d'usage et valeur d'échange.
2. Qu'est-ce qu'un prix « relatif » ?
3. Quelle typologie des marchandises Ricardo adopte-t-il ? Dans quel but ?
4. Pourquoi l'utilité ne peut-elle être le fondement de la valeur d'échange des marchandises ?
5. Quel est le fondement de la valeur ? Qu'est-ce qui en détermine la grandeur ?
6. De quel problème traite la section 2 ? Que pensez-vous de la solution proposée par Ricardo ?
7. Pourquoi l'existence des biens de production ne remet-elle pas en cause le principe de la valeur-travail ?

Texte 5 - David RICARDO

Des principes de l'économie politique et de l'impôt (1817)

ch. 4 (extraits) - Du prix naturel et du prix courant

Nous avons regardé le travail comme le fondement de la valeur des choses, et la quantité de travail nécessaire à leur production, comme la règle qui détermine les quantités respectives des marchandises qu'on doit donner en échange pour d'autres; mais nous n'avons pas prétendu nier qu'il n'y eût dans le prix courant des marchandises quelque déviation accidentelle et passagère de ce prix primitif et naturel.

Dans le cours ordinaire des événements, il n'y a pas de denrées dont l'approvisionnement continue pendant un certain temps à être précisément aussi abondant que l'exigeraient les besoins et les désirs des hommes, et par conséquent il n'y en a pas qui n'éprouvent des variations de prix accidentelles et momentanées.

Ce n'est qu'en raison de pareilles variations que des capitaux sont consacrés précisément dans la proportion requise, et non au delà, à la production des différentes marchandises pour lesquelles il y a demande. Par la hausse ou la baisse du prix, les profits s'élèvent au-dessous de leur niveau général, et par là les capitaux se rapprochent ou s'éloignent des industries qui viennent

d'éprouver l'une ou l'autre de ces variations.

Chacun étant libre d'employer son capital comme il lui plaît, il est naturel qu'il cherche à le placer de la manière la plus avantageuse ; il ne se contentera pas d'un profit de 10 pour cent, si, par un autre emploi, il peut en tirer 15 pour cent. Ce désir inquiet, qu'a tout capitaliste, d'abandonner un placement moins lucratif pour un autre qui le soit davantage, tend singulièrement à établir l'égalité dans le taux de tous les profits, ou à en fixer les proportions de telle sorte que les individus intéressés puissent estimer et compenser entre elles tout avantage que l'un aurait ou paraîtrait avoir sur l'autre. (...) Quand il y a grande demande de soieries, celle des draps diminuant, le fabricant de draps ne détourne pas son capital vers le commerce de la soierie ; il renvoie quelques-uns de ses ouvriers, et cesse d'emprunter de l'argent aux banquiers et aux capitalistes. Le fabricant de soieries se trouve dans une situation tout opposée ; et a besoin d'employer plus d'ouvriers, et par conséquent le besoin d'argent s'accroît pour lui ; il en emprunte en effet davantage, et le capital est ainsi détourné d'un emploi vers un autre, sans qu'un seul manufacturier soit forcé de suspendre ses travaux ordinaires. Si nous portons les yeux sur les marchés des grandes villes, nous verrons avec quelle régularité ils sont pourvus de toutes sortes de denrées nationales et étrangères dans la quantité requise. Quelque variable qu'en soit même la demande par l'effet du caprice, du goût, ou des variations survenues dans la population, il arrive rarement qu'on ait à signaler soit un engorgement par un approvisionnement surabondant, soit une cherté excessive, par la faiblesse de l'approvisionnement comparée à la demande. On doit donc convenir que le principe qui distribue le capital à chaque branche d'industrie, dans des proportions exactement convenables, est plus puissant qu'on ne le suppose en général.

(...) Supposons que toutes les marchandises soient à leur prix naturel, et par conséquent que le taux des profits du capital reste le même dans toutes les industries ; ou bien supposons que les profits ne diffèrent que parce que ces marchandises

ont, dans l'esprit des parties intéressées, quelque avantage réel ou imaginaire dont on jouit ou auquel on renonce. Supposons ensuite qu'un changement dans la mode augmente la demande des soieries et diminue celle des étoffes de laine : leur prix naturel restera le même, car la quantité de travail nécessaire à leur production n'aura pas changé ; mais le prix courant des soieries haussera, et celui des étoffes de laine baissera. Par conséquent les profits du fabricant de soieries se trouveront au-dessus, et ceux du fabricant d'étoffes de laine, au-dessous du taux ordinaire des profits ; et ce changement survenu dans les profits s'étendra au salaire des ouvriers. Cependant la demande extraordinaire des soieries serait bientôt satisfaite, au moyen des capitaux et de l'industrie détournés des manufactures de draps vers celles de soieries ; et alors les prix courants des étoffes de soie et de laine se rapprocheraient de nouveau de leurs prix naturels, et chacune de ces branches de manufactures ne donnerait plus que les profits ordinaires.

C'est donc l'envie qu'a tout capitaliste de détourner ses fonds d'un emploi déterminé vers un autre plus lucratif, qui empêche le prix courant des marchandises de rester longtemps beaucoup au-dessus ou beaucoup au-dessous de leur prix naturel. C'est cette concurrence qui établit la valeur échangeable des marchandises, de telle sorte qu'après le paiement des salaires pour le travail nécessaire à leur production, et après les autres dépenses indispensables pour donner au capital engagé toute sa faculté de production, l'excédant de valeur est dans chaque espèce de manufacture en raison de la valeur du capital employé.

Dans le premier chapitre de la *Richesse des Nations*, tout ce qui a rapport à cette question est traité avec beaucoup de sagacité. Quant à nous, après avoir pleinement reconnu les effets qui, dans certains emplois du capital, peuvent modifier accidentellement le prix des denrées, celui des salaires et les profits des fonds sans avoir aucune influence sur le prix général des denrées, des salaires ou des profits ; après avoir, dis-je, reconnu ces effets qui se font également sentir à toutes les époques de la

société, nous pouvons les négliger entièrement en traitant des lois qui règlent les prix naturels, les salaires naturels et les profits naturels, toutes choses indépendantes de ces causes accidentelles. En parlant donc de la valeur échangeable des choses, ou du pouvoir qu'elles ont d'en acheter d'autres, j'entends toujours parler de cette faculté qui constitue leur prix naturel, toutes les fois qu'elle n'est point dérangée par quelque cause momentanée ou accidentelle.

Questions

1. Qu'est-ce que le « prix naturel » ? le « prix de marché » ?
2. En quoi le prix naturel peut-il être qualifié de primitif ?
3. Expliquez le mécanisme de gravitation du prix de marché autour du prix naturel.
4. Pourquoi Ricardo peut-il, dans la suite de son analyse, négliger ce processus de gravitation ?

Texte 6 - Jacques BONCOEUR

« L'économie classique », *Cahiers français*, n°280, mars-avril, La Documentation Française (p. 16-18).

CROISSANCE ET DEBOUCHES

L'économie classique est surtout préoccupée par le long terme : la théorie de la croissance est son terrain de prédilection et, lorsque Ricardo déclare s'intéresser en priorité à la répartition des revenus, il ne déroge pas à cette règle car son sujet d'étude est en fait l'évolution du partage du revenu national entre les classes sociales au cours du processus de croissance, et les effets que cette évolution produit en retour sur la croissance. Mais l'augmentation de la capacité productive de la société pose le problème de l'écoulement des marchandises qui sont produites, et cette question fait l'objet de prises de positions contradictoires.

Accumulation du capital

La conception du processus productif que l'on trouve chez Smith et Ricardo, mais aussi chez Marx et Sraffa, est directement

issue des physiocrates (le dogme de la productivité exclusive de l'agriculture en moins). Selon cette conception, le déroulement de la production au cours d'une période suppose la disposition en début de période d'un stock de marchandises antérieurement produites (subsistances, matières premières, machines ...), que les physiocrates appellent « avances productives » et les classiques « capital » ; ces marchandises sont détruites, en totalité ou en partie, au cours du processus, et leur destruction donne naissance à de nouvelles marchandises, dont une partie est « reprise » en fin de période pour assurer le renouvellement des avances nécessaires au déroulement du processus à la période suivante. L'augmentation de la production d'une période à l'autre nécessite que les reprises en fin de période soient plus importantes que les avances au début de la même période : phénomène appelé accumulation du capital par les classiques. L'accumulation du capital ne peut se réaliser que si une partie de la production nette de la période n'est pas consommée : l'épargne est la condition nécessaire de la croissance et, dans l'analyse classique, cette fonction sociale est remplie par la classe capitaliste. Les profits que perçoit cette classe sont à la fois la source et la motivation de l'épargne : ce sont eux qui financent les investissements, et les investissements sont réalisés dans le but de dégager de nouveaux profits. La dynamique économique qui en résulte est également une dynamique sociale. En effet, dans la conception classique, l'accumulation du capital commande la croissance démographique, à travers le mécanisme salarial décrit précédemment. Cette endogénéisation de la démographie distingue nettement la théorie classique du modèle néoclassique de Solow, dans lequel le taux de croissance équilibrée de la production se cale sur celui du facteur travail, lui-même considéré comme exogène¹.

¹ R. Solow, « Une contribution à la théorie de la croissance économique », *The Quarterly Journal of Economics*, 1956.

Baisse du taux de profit

L'état stationnaire

Chez les classiques comme chez les physiocrates², la croissance est un processus limité dans le temps : l'accumulation, du capital conduit inéluctablement à l'état stationnaire et Ricardo, après Smith, fonde ce pronostic sur l'idée que le taux de profit est voué à décliner sous l'effet même de l'accumulation du capital³. Une fois ce taux tombé à un niveau suffisamment bas, la source du financement de l'accumulation et sa motivation se trouvent taries, et les seuls investissements qui sont réalisés sont ceux qui permettent de maintenir en état les capacités de production existantes. La population cesse d'augmenter avec la production puisqu'elle tend, selon la théorie classique du salaire naturel, à se proportionner au volume des subsistances disponibles. Si ses prédécesseurs n'ont pas dépeint la perspective de l'état stationnaire sous un jour aussi catastrophique que l'affirme Stuart Mill, cet auteur la considère quant à lui comme franchement positive, au vu des ravages moraux qu'il attribue à la croissance économique.

Partageant avec Smith l'idée que l'accumulation du capital tend à faire baisser le taux naturel des profits, Ricardo se démarque de son prédécesseur sur l'origine du phénomène. Il est vrai que l'explication malthusienne est plutôt rapide, se bornant à affirmer que l'abondance croissante des capitaux ne peut manquer de faire baisser leur rémunération unitaire. Etayée par une simple analogie entre le fonctionnement d'ensemble de l'économie et celui d'une branche particulière de la production, cette thèse ne résiste guère à l'examen car elle confond prix de marché et prix naturel.

² Cf. le royaume « arrivé à son plus haut degré de culture » dépeint par Quesnay dans son Tableau économique.

³ Marx reprendra cette idée à son compte. Mais, d'une part, il cherchera à la justifier sur d'autres bases (l'élévation de la « composition organique » du capital) et, d'autre part, il lui attribuera d'autres conséquences (l'aggravation des crises débouchant sur l'explosion du système).

Ricardo et l'explication de l'état stationnaire

À défaut d'être parfaitement convaincante, l'analyse de Ricardo est nettement plus élaborée. Elle repose sur l'enchaînement suivant : l'accumulation du capital induit la croissance de la population ; celle-ci entraîne à son tour une hausse de la demande de blé, qui est satisfaite par la mise en culture de nouvelles terres et l'intensification de l'effort de production sur les terres déjà cultivées ; dans les deux cas, il en résulte une hausse du coût marginal du blé⁴, donc de son prix naturel ; le blé étant un constituant essentiel du panier de subsistance, cette hausse se répercute sur le salaire naturel⁵, et la hausse du salaire naturel fait à son tour baisser le taux de profit naturel (dans le même temps, les rentes différentielles extensives et intensives augmentent, mais ce phénomène n'exerce aucun rôle causal dans la baisse du taux de profit). Ricardo admet que divers facteurs peuvent contrarier le processus : il mentionne le progrès technique et l'instauration du libre-échange⁶, qui l'un et l'autre peuvent faire baisser le prix du blé. Mais il considère que cette baisse ne peut être que temporaire, de sorte que la hausse du prix naturel du blé doit l'emporter sur le long terme, avec son corollaire, la baisse du taux naturel des profits. Imparable en ce qui concerne le libre-échange (on ne peut pas l'instaurer plusieurs fois de suite), l'argument est évidemment moins convaincant en ce qui concerne le progrès technique ; mais le lecteur de la fin du xx^e siècle ne doit pas oublier qu'il a affaire à un auteur du début du XIX^e siècle, et qu'à

⁴ Dans le premier cas, la hausse du coût marginal repose sur la présomption que les terres sont mises en culture par ordre de coût de production (et de transport) croissant ; dans le second cas, elle repose sur la théorie des rendements décroissants de Turgot.

⁵ La hausse du salaire naturel ne signifie pas ici augmentation du pouvoir d'achat des salariés : elle leur permet simplement de maintenir leur pouvoir d'achat, face à l'augmentation du prix de l'aliment de base.

⁶ D'où l'intérêt, selon Ricardo, d'abolir les *com-laws*. Cette abolition sera votée en 1845.

l'époque où Ricardo écrivait ses *Principes*, Jules Verne lui-même n'était pas né. Au surplus, la faiblesse essentielle de la thèse ricardienne est peut-être ailleurs: comme l'écrit l'historien Le Roy Ladurie, « *Malthus viendra trop tard* ⁷ » et, deux décennies après la publication de son *Essai sur le principe de population*, Ricardo lui emprunte un modèle en passe de devenir obsolète sous l'effet de la transition démographique dans laquelle s'engagent les sociétés européennes.

Débouchés

Le rôle de l'épargne

Condition nécessaire de la croissance, l'épargne est aussi, pour Smith, une condition suffisante. L'auteur de *la Richesse des nations* prend ici le contre-pied de la position développée par Mandeville dans sa *Fable des abeilles* (1714), qui soulignait les dangers de l'épargne du point de vue de la demande de produits (si les abeilles, devenues « vertueuses », renoncent à leur prodigalité d'antan, la ruche dépérit par manque de débouchés). La décision d'épargner ne crée aucun problème de cet ordre, soutient Smith, car « *ce qui est épargné est aussi régulièrement consommé que ce qui est annuellement dépensé, et il l'est aussi presque dans le même temps, mais il est consommé par une autre classe de gens* » (42)⁸.

Smith se place dans le cas où l'épargne se traduit par une augmentation du fonds de salaires (investissement en capital circulant), et fait référence aux dépenses de consommation des salariés supplémentaires que cette augmentation permet d'embaucher. Même dans ce cas, l'argument n'est guère convaincant: par définition même, l'épargne d'une période, c'est-à-dire la partie du revenu non affectée à la consommation immédiate, ne peut donner lieu à une consommation au cours de cette même période (difficulté que Smith tente de surmonter à l'aide de son « presque dans le même temps »).

⁷ E. Le Roy Ladurie, *Les paysans du Languedoc*, Paris SEVPEN 1966.

⁸ Smith, *op. cit.*, livre II, chapitre 3

La loi des débouchés

La thèse de l'innocuité de l'épargne prend une force nouvelle avec la « loi des débouchés » de Jean-Baptiste Say. S'appuyant sur l'analyse de Smith faisant de la monnaie une commodité inventée par les hommes pour surmonter les inconvénients du troc, l'auteur du *Traité d'économie politique* affirme qu'en réalité les produits s'échangent contre d'autres produits. Dans cette optique la monnaie, simple intermédiaire des échanges, n'est pas recherchée pour elle-même mais uniquement pour les marchandises qu'elle permet d'acquérir. Cela implique qu'au-delà des encaisses nécessaires au déroulement régulier des transactions, il n'existe aucune tendance à la thésaurisation: « *Lorsque le dernier producteur a terminé un produit, écrit Say, son plus grand désir est de le vendre, pour que la valeur de ce produit ne chôme pas entre ses mains. Mais il n'est pas moins empressé de se défaire de l'argent que lui procure sa vente, pour que la valeur de l'argent ne chôme pas non plus* ». Il en conclut qu'« *un produit créé offre, dès cet instant, un débouché à d'autres produits pour tout le montant de sa valeur* », dans la mesure où « *on ne peut se défaire de son argent qu'en demandant à acheter un produit quelconque* »⁹.

La négation radicale du problème des débouchés à laquelle on aboutit ainsi n'a de signification qu'au niveau macroéconomique: Say ne prétend évidemment pas que la production d'une marchandise crée un débouché pour cette marchandise, mais que la demande globale de produits se proportionne nécessairement à l'offre globale¹⁰. Cette thèse exclut la possibilité d'une insuffisance générale de débouchés, mais pas celle d'un désajustement entre la structure de l'offre et celle de la demande (trop de canons, pas assez de beurre ou l'inverse). Inévitables

⁹ Say, *op. cit.*, livre I, chapitre 15 (souligné par le commentateur).

¹⁰ L'oubli de la distinction entre les niveaux macro- et microéconomique de l'analyse engendre parfois d'étranges confusions (...) aucun employeur sain d'esprit n'a sans doute jamais sérieusement envisagé d'augmenter la rémunération de ses salariés pour écouler plus facilement sa production.

dans une économie décentralisée, de tels désajustements sont, pour Say, la cause des crises lorsqu'ils atteignent une certaine ampleur. Ils se résolvent selon lui par le mouvement des prix relatifs qui entraîne une réallocation des facteurs entre les branches de production : dans cette vision du monde, les crises ne peuvent durer que si des rigidités (dues notamment à l'intervention de l'État) entravent le jeu de la concurrence.

La loi des débouchés remise en cause

Si la loi des débouchés est jugée parfaitement convaincante par Ricardo, elle n'emporte pas l'adhésion de Malthus qui ressuscite la question des dangers de l'épargne¹¹. Sans doute celle-ci permet-elle de financer des investissements, qui constituent par eux-mêmes une demande de produits s'ajoutant à la demande de consommation de la période. Mais, dans la mesure où les épargnants et les investisseurs sont souvent des personnes distinctes, il n'existe *a priori* aucune garantie que la volonté d'épargner des uns corresponde à la volonté d'investir des autres. Dès lors, on peut se trouver dans une situation où un excès de la première par rapport à la seconde entraîne mécaniquement une insuffisance de la demande globale de produits par rapport à l'offre globale. La prise de position de Malthus en faveur du maintien des *corn-laws* témoigne de son souci de protéger le débouché important que constitue à ses yeux la demande de consommation des propriétaires fonciers.

Comme le souligne Keynes, l'objection de Malthus ne fera guère d'émules dans l'immédiat car « *faute d'expliquer (si ce n'est par les faits d'observation courante) comment et pourquoi la demande effective pouvait être insuffisante, Malthus n'est pas parvenu à fournir une thèse capable de remplacer celle qu'il*

¹¹ Malthus, *op. cit.*, 1820, Livre II, ch. 1. Comme Smith, Malthus privilégie l'hypothèse d'investissements en capital circulant. Mais que l'investissement consiste en biens d'équipement durables ou en stocks de biens non durables (subsistances notamment), la nature du problème est la même, au moins en courte période.

*attaquait*¹². » L'économie classique développera en effet une parade à l'argument de l'excès de l'épargne. Cette parade est la théorie de l'intérêt conçu comme la rémunération de l'épargne et censé par là-même équilibrer la volonté d'épargner des uns et la volonté d'investir des autres. Il convient de souligner qu'un siècle et de mi avant Irving Fisher, cette théorie et son articulation avec la théorie quantitative de la monnaie¹³ avaient été exposées avec une remarquable clarté par Turgot dans ses *Réflexions sur la formation et la distribution des richesses* (1767). Reprendre l'objection de Malthus à la loi des débouchés supposera de la part de Keynes l'élaboration d'une autre théorie de l'intérêt, fondée sur la préférence pour la liquidité.

Questions

1. Quel est l'enchaînement causal qui conduit à l'état stationnaire chez D. Ricardo ?
2. Sur quel raisonnement repose la « loi des débouchés » ?
3. Pourquoi Malthus rejette-t-il la loi de Say ?

Texte 7 - Jacques GENEREUX

Le développement durable est-il soutenable ?

Le deuxième Sommet de la Terre à Johannesburg ne produira sans doute guère plus d'effet que le premier (à Rio en 1992) si les bonnes intentions ne sont pas davantage relayées par une réelle volonté politique. Telle est l'essence du scepticisme dominant. Si le processus engagé à Rio n'a pas entraîné un vrai recul de la pauvreté et de la pollution, il a au moins contribué à faire du développement durable un nouveau paradigme en passe de s'imposer comme une dimension incontournable de tout programme politique moderne.

En fait, il ne nous manquerait plus à présent que des responsables politiques à la

¹² J. M. Keynes, *Théorie générale...*, ch. 3.

¹³ reliant le niveau général des prix à la masse monétaire.

hauteur de l'enjeu. Le fond du problème est peut-être exactement inverse : ce n'est pas la volonté politique qui fait défaut, mais une vision politique. Nous ne disposons pas encore d'un modèle de développement durable politiquement soutenable. Alors, des volontés politiques bien réelles s'emparent d'un concept à la mode pour légitimer des politiques économiques somme toute conformes' aux aspirations dominantes. Pour les gouvernements du Nord, il s'agit le plus souvent de faire durer le développement, et pour les élites du Sud, il s'agit de rattraper un retard de développement. Aussi, nombre d'écologistes et d'économistes hétérodoxes considèrent le nouveau paradigme comme insoutenable, parce qu'il ne renonce en rien au culte de la croissance marchande¹⁴.

Au Nord, l'écologie n'est pas une aspiration collective, mais une contrainte politique imposée progressivement depuis les années 70. La montée d'une culture post-matérialiste, encore minoritaire, a engendré des partis Verts qui contraignent les partis de gouvernement à verdir leurs programmes. Mais ce phénomène affecte surtout des partis sociaux-démocrates et socialistes européens acquis au culte néokeynésien de la croissance et de plus en plus convaincus des vertus d'une économie de marché. Dans ce contexte, l'environnement est juste une variable contraignante qui augmente le coût social de fonctionnement d'un système voué à la croissance infinie des produits marchands. L'immense majorité des Européens persiste à assimiler le progrès social à la croissance équitable de la consommation marchande. Et c'est bien ce développement-là que nous souhaiterions rendre durable, en trouvant des parades aux menaces environnementales.

Un développement insoutenable

Or, cette conception du développement durable n'est pas soutenable. Dès les années 70, les travaux de Nicholas Georgescu-

Roegen et de René Passet¹⁵, notamment, ont montré que la logique de croissance infinie propre au capitalisme était physiquement insoutenable. Tant que notre mode de vie repose sur la consommation d'un capital non reproductible, il n'est, par définition, pas reproductible indéfiniment. Depuis les années 90, des préoccupations nouvelles se sont ajoutées à la menace d'un inéluctable épuisement des ressources: les problèmes de santé publique associés à la pollution, le trou dans la couche d'ozone, l'effet de serre et le changement climatique. La crainte majeure semble désormais moins de manquer de ressources que d'être au contraire, encore en mesure d'en consommer assez pour rendre la planète invivable.

Pour l'écologie radicale, le seul moyen de combattre cette funeste perspective consiste à bouleverser nos modes de vie et notre système économique, afin de mettre un terme rapide à la destruction du patrimoine naturel. Nicholas Georgescu-Roegen montre qu'il ne suffit pas de renoncer à la croissance. En effet, le simple maintien de notre niveau de vie actuel pérenniserait des prélèvements considérables dans notre patrimoine, au détriment des perspectives de survie des générations futures :

« Chaque fois que nous produisons une voiture, nous le faisons au prix d'une baisse du nombre de vies à venir »¹⁶. Ainsi, la croissance zéro ne ferait que retarder les catastrophes ; seule la « décroissance » permettrait de retrouver un mode de vie soutenable.

Une autre excellente raison de prôner la décroissance, au moins dans les pays du Nord, réside dans l'impératif de développement des pays du Sud. Dans un monde où les 20 % d'habitants du Nord consomment 80 % des ressources mondiales, l'engagement du Sud dans un mouvement mondial pour le développement durable est politiquement insoutenable s'il ne consiste pas à redistribuer la consommation des

¹⁴ Voir le dossier proposé dans la revue *Silence* n°280, février 2002.

¹⁵ Voir *Les impasses de la modernité*, par Christian Comelieu, coll. Economie humaine, éd. Le seuil, 2000.

¹⁶ *Demain la décroissance*, par éd. Pierre-Marcel Favre, 1979, 2e éd. sang de la terre, 1995.

ressources à son profit. François Schneider¹⁷ propose un calcul grossier, mais très éclairant sur ce qui est ici en jeu. Si, pour rétablir la justice à l'horizon 2050, nous devons offrir une consommation par habitant partout équivalente à celle qui prévaut aujourd'hui au Nord, et en supposant que ce dernier se contente du niveau actuel, il nous faudrait disposer d'un espace naturel équivalent à douze planètes ! Le seul scénario autorisant l'égalité mondiale à un niveau soutenable impliquerait un doublement de la consommation dans les pays du tiers monde et sa décroissance annuelle de 5 % dans les pays industrialisés pendant quarante-huit ans !

Une autre écologie radicale

On peut certes discuter ces estimations, mais cela ne changera rien au problème. Quand bien même la décroissance nécessaire pour « libérer » les ressources nécessaires au développement du Sud serait de cinq à dix fois inférieure à ce qu'indiquent les chiffres de Schneider, une décroissance serait politiquement impossible et socialement inacceptable. Quand on considère les problèmes sociaux insolubles auxquels nous sommes confrontés dès que la croissance est seulement ralentie, il est évident qu'un recul annuel permanent de la production de 1 % ou même de 0,5 % engendrerait un véritable chaos social. Seules des dictatures effroyables pourraient l'imposer avant de s'orienter rapidement vers une autre solution: le génocide des pauvres. Après tout, s'il nous faut deux ou trois planètes pour rendre notre mode de vie soutenable, il « suffirait » de diviser la population mondiale dans les mêmes proportions !

Si l'on estime que notre culture relativement démocratique nous interdit d'envisager une telle perspective, il faut se rendre à l'évidence qu'elle nous interdit aussi de promouvoir la décroissance que l'écologie radicale nous présente comme une nécessité vitale. La seule issue à cette

impasse est de rechercher non pas la décroissance, mais une autre croissance qui substitue progressivement la consommation de services immatériels et de matière recyclée aux biens dont la fabrication détruit le patrimoine naturel. Une voiture fabriquée avec les matériaux d'une ancienne voiture et consommant de l'électricité solaire ou éolienne n'est pas produite « au prix d'une baisse du nombre de vies à venir ».

Il est heureusement une autre écologie radicale, incarnée par exemple par Lester Brown, qui dessine les contours d'une « éco-économie¹⁸ ». Cette dernière suggère une révolution mentale: loin de considérer l'environnement comme une donnée contraignante à intégrer dans le système économique, elle envisage l'économie comme un outil de production d'un meilleur environnement. Cette économie fondée sur le recyclage des énergies propres et l'essor des services, pourrait à la fois assurer le plein-emploi et le progrès du niveau de vie. Certes, elle implique une autre conception du niveau de vie, qui renonce notamment à l'accumulation indéfinie de biens matériels. Mais si cette mutation culturelle est tout sauf triviale, elle est déjà en cours pour une partie des populations du Nord et elle sera plus aisée pour les trois quarts de l'humanité dont le niveau de vie repose déjà essentiellement sur des biens relationnels et non sur des consommations matérielles.

On peut exiger d'une société d'autant plus d'efforts qu'ils sont tendus vers une perspective de progrès. A l'inverse, agiter le spectre de catastrophes à venir peut être d'autant plus contre-productif qu'elles paraissent inéluctables. Quand on interrogeait Théodore Monod sur l'avenir de l'humanité, il répondait que l'espèce humaine pourrait être remplacée par les descendants des céphalopodes marins ! Mais se projeter ainsi dans le long terme est le meilleur moyen de justifier l'immobilisme : à quoi bon s'échiner à sauver une terre promise aux pieuvres et aux calamars du futur? Alors, ce n'est pas à nous faire peur

¹⁷ « Point d'efficacité sans sobriété », Silence n°280.

¹⁸ *Eco-economy*, par Lester R. Brown, éd. Norton, 2001, traduction française à paraître au seuil en janvier 2003.

que les écologistes doivent s'employer de toute urgence, mais à nous faire envie.

Question

En quoi ce texte souligne-t-il l'actualité des textes de D. Ricardo ?